



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 2957

Texte de la question

POLITIQUE DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Gérard Cherpion, pour le groupe Les Républicains.

M. Gérard Cherpion. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, en avril, on décompte 26 600 nouveaux demandeurs d'emploi en catégorie A, et 54 400 inscrits de plus toutes catégories confondues. Depuis l'élection de François Hollande, la politique menée par ce dernier a conduit 1 024 000 personnes à se présenter à Pôle emploi.

M. Christian Jacob. Beau succès !

M. Gérard Cherpion. Et alors que le chômage atteint un nouveau record, vous êtes dans le déni ; votre calendrier d'inaction le prouve.

Mme Claude Greff. Quelle incapacité !

M. Gérard Cherpion. Le jour même de la publication de ces chiffres, vous consultez les partenaires sociaux à Matignon. Qu'est-il ressorti de cette consultation ? Rien, selon les participants, si ce n'est la réunion d'un conseil des ministres restreint le 9 juin prochain pour peut-être intégrer en dernière minute des mesurette dans des projets de loi déjà votés en première lecture.

Nous apprenons en tout cas que vous misez sur les TPE et PME. Pourtant, vous les assomez de nouvelles règles, tant administratives que financières. Pourquoi, si ce sont des viviers de création d'emploi, comme nous le pensons et le disons chaque semaine, ne leur faites-vous pas confiance ? C'est de confiance que les chefs d'entreprise et les salariés ont besoin.

Votre méthode est toujours la même : prendre l'argent dans la poche des Français pour l'injecter massivement dans des contrats aidés. Ainsi, 100 000 nouveaux contrats aidés sont annoncés. Monsieur le Premier ministre, dois-je vous rappeler le nombre de demandeurs d'emploi dans notre pays ? Plus de 3 794 000 sont inscrits en catégorie A, c'est-à-dire n'ont aucun travail, et ils sont 5 645 000 inscrits toutes catégories confondues. Pensez-vous vraiment que ces 100 000 contrats sont la solution ? Bien sûr que non ! C'est un sparadrap que vous appliquez pour masquer une augmentation catastrophique des chiffres du chômage des jeunes et des seniors, qui continue inexorablement de progresser.

Au lieu de gâcher l'espoir des Français, vous devriez réinjecter leur argent dans les entreprises, qui sont les seules capables de créer des emplois durables et de la croissance.

Monsieur le Premier ministre, vous qui aviez dit aimer l'entreprise, prouvez-le ! Quand allez-vous enfin mettre de côté vos mesures pansements et proposer aux Français des mesures courageuses ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Et le Premier ministre ?

M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Monsieur le député Gérard Cherpion, à l'inverse de celle du député Fromantin, votre question n'englobe pas les raisons des difficultés auxquelles notre pays est confronté.

M. Marc Le Fur. Et le Premier ministre, monsieur le président ?

M. Pierre Lequiller. Où est le Premier ministre ?

M. François Rebsamen, ministre. Cela a été fort bien rappelé par le ministre de l'économie : voilà plus de dix ans que la compétitivité de nos entreprises s'affaiblit sur les marchés extérieurs. Cela fait plus de dix ans que leur situation se dégrade régulièrement.

M. Philippe Gosselin. Il s'agit d'agir non pas il y a dix ans, mais maintenant !

M. François Rebsamen, ministre. Vous n'avez pas beaucoup agi, puisque la situation économique que nous avons trouvée à notre arrivée et que vous connaissez était celle d'une croissance nulle au premier trimestre 2012 et en recul de 0,3 % au deuxième trimestre de la même année. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Tel est l'héritage que vous nous avez laissé.

M. Patrice Verchère. Nous sommes en 2015, Rebsamen !

M. François Rebsamen, ministre. Face à cela, le Gouvernement agit dans une conjoncture difficile. En nous appuyant sur le rapport de Louis Gallois, nous avons commencé à rétablir les marges des entreprises et les résultats économiques que nous constatons aujourd'hui en sont le produit. Ces entreprises commencent par rétablir leurs marges pour regagner ensuite des parts de marché, et vous le savez pertinemment.

M. Christian Jacob. Vous les asphyxiez, les entreprises !

M. François Rebsamen, ministre. Voilà ce qui explique le décalage en termes de chômage et de création d'emplois.

Pour lutter contre ces difficultés, nous prenons bien sûr des dispositions, et le Gouvernement combat. Il crée aujourd'hui beaucoup de formations pour les demandeurs d'emploi.

M. Michel Herbillon. Personne ne vous croit !

M. François Rebsamen, ministre. Il utilise les emplois aidés, c'est vrai, mais vous qui les critiquez, vous en avez créé près de 350 000 pendant le premier semestre 2012 ! Vous n'êtes donc pas en position de nous donner aujourd'hui des leçons. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Gérard Cherpion](#)

Circonscription : Vosges (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2957

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [3 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [3 juin 2015](#)